

# Resolution Booklet

## #ENSEMBLE 3.0

Livret de Résolutions  
Resolutionsdossier



EUROPEAN YOUTH PARLIAMENT



En coopération avec  
In Kooperation mit

OFAJ  
DFJW

## **PROPOSITION DE RÉOLUTION PAR LA COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION (CULT)**

*Non essentiel : Alors que de nombreuses institutions et événements culturels ont été suspendus pendant la pandémie de Covid-19, quelques acteurs du secteur ont expérimenté de nouveaux modèles et initiatives pour toucher les publics et assurer l'accès à la culture alors que de nombreux acteurs culturels luttent pour survivre. Le secteur culturel étant l'une des activités commerciales les plus importantes en Europe avant la pandémie, quelles mesures l'UE peut-elle prendre pour dynamiser le domaine culturel ?*

### **Soumis par:**

Anna Bazarna (Chairperson), Nicole Ingate-Rongoni (Chairperson).

**Le European Youth Parliament veut répondre aux problèmes posés par la pandémie dans le secteur culturel européen, notamment en cherchant des solutions pour rendre plus facile l'accès à la culture.**

### **Parce que**

- Les lieux culturels étant des lieux de rencontre, leur fermeture durant la pandémie de la COVID-19 a fortement fragilisé le lien social.
- Le coût d'accès à la culture élevé entraîne une exclusion culturelle de certains milieux socio-économiques.
- La pandémie de Covid-19 a entraîné une diminution drastique de l'affluence dans les lieux culturels et une diminution de leurs recettes.
- La création d'oligopoles culturels se fait au détriment des offres culturelles indépendantes et traditionnelles.
- La numérisation systématique des médias traditionnels remplace leurs précédents modes de diffusion.
- Peu de législations ont été faites sur les nouveaux médias culturels, souvent lorsqu'ils sont numérisés.
- La culture n'est pas prioritaire et n'est pas assez mise en avant dans le débat public.

### **En**

1. Encourageant la création d'événements collectifs inter-générationnels permettant de visiter des musées virtuellement ou assister à des projections de films.
2. élaborant un pass culturel européen pour les jeunes, leur offrant un nombre limité d'activités culturelles et leur permettant d'obtenir une réduction sur les activités culturelles au sein de l'Union européenne.
3. développant un fond européen à la culture chargé de soutenir financièrement les institutions culturelles européennes.
4. Interdisant la formation d'oligopoles, voire de monopoles, culturels au sein des Etats Membres.
5. favorisant les formats traditionnels par rapport aux formats digitaux, par exemple en retardant la sortie de d'albums musicaux ou de films en diffusion en continu (streaming).
6. utilisant une stratégie de communication plus développée pour pouvoir promouvoir les nouveaux médias culturels, surtout numériques, qui nécessitent plus de soutien lors de leur développement.
7. investissant dans une stratégie marketing et publicitaire afin de mettre en valeur la culture dans la vie quotidienne, sans pour autant occulter les actualités politiques majeures.

## **PROPOSITION DE RÉOLUTION PAR LA COMMISSION DE L'EMPLOI ET DES AFFAIRES SOCIALES (EMPL)**

*La valeur du travail : avec l'écart grandissant entre les hauts revenus et le secteur à bas salaires et le nombre croissant de personnes travaillant tout en vivant sous le seuil de pauvreté, l'égalité des revenus dans l'UE se détériore progressivement. Compte tenu des grandes différences de conditions sociales et économiques entre les États membres, comment l'UE peut-elle assurer un niveau de vie décent?*

### **Soumis par:**

Amy Brook (Chairperson), Emma Ceyras (Chairperson).

**Le European Youth Parliament appelle à réduire les inégalités des revenus entre tous les citoyens. Alors que la résilience du modèle économique européen a été remise en cause par la crise du coronavirus, la solidarité apparaît désormais comme une réponse adaptée et nécessaire.**

### **Parce que**

- Les intérêts et situations économiques divergent entre États membres influent sur les conditions de vie et de travail, par exemple au niveau des retraites.
- Les politiques fiscales des États membres créent d'importantes disparités au sein de la population et de l'Europe.
- Les discriminations à l'embauche et au travail liées au genre et à l'orientation sexuelle sont toujours présentes à travers l'UE.
- Les discriminations raciales et religieuses entravent l'accès au travail et à l'éducation.
- Le manque d'homogénéité entre les États des qualifications et diplômes des travailleurs européens cause des difficultés à travailler et à être reconnu dans un autre État membre.
- La dévalorisation de certains métiers entraîne un manque de main d'œuvre dans certains secteurs.
- La mobilité sociale demeure limitée en raison des systèmes scolaires, peu adaptés aux problématiques actuelles entraînant un désintérêt envers le système éducatif.
- En raison de la pandémie, le taux de chômage a fortement augmenté surtout parmi les jeunes travailleurs.
- Dans certains États membres, les aides financières proposées ne sont pas suffisantes afin d'assurer le coût de la vie des personnes sans emploi.
- Les États membres de l'UE restent largement dépendants en termes de production à l'égard de l'Asie.

### **En**

1. Se dirigeant au fur et à mesure vers un salaire minimum européen qui:
  - a. serait propre à chaque pays
  - b. basé sur le revenu moyen et le coût de la vie dans ledit pays,
  - c. garantit une législation du travail plus uniforme dans l'UE.
2. Demandant à la Commission européenne de contraindre les employeurs européens à anonymiser le processus de recrutement,
  - a. en ne faisant pas apparaître les prénoms, noms et photographies des candidats
  - b. en remplaçant l'identité des candidats par des numéros

3. Demandant à l'UE de mettre en avant l'éducation et la jeunesse,
  - a. en créant une agence centrale européenne de reconnaissance des diplômes afin de simplifier les formalités administratives nécessaires pour travailler dans un autre Etat membre,
  - b. en demandant aux Etats membres de sensibiliser les jeunes au marché du travail européen afin de rendre plus attractifs les métiers essentiels et déconstruire les préjugés qui y sont associés.
4. Demandant à la Commission européenne d'élargir les fonds structurels comme:
  - a. le [Fonds Social Européen \(FES+\)](#) pour lutter contre le chômage des jeunes et réduire les disparités liées à l'emploi parmi les Etats membre,
  - b. le Fonds européen de développement régional (Feder), pour soutenir des régions moins productrices, afin d'harmoniser la puissance économique de tous les Etats membres,
  - c. les fonds européens pour aider les organisations de la société civile qui soutiennent les personnes aux revenus bas.
5. Proposant l'instauration d'une production "made in Europe" grâce,
  - a. à une meilleure organisation et un encadrement des conditions de travail en Europe par l'instauration de nouvelles normes contraignantes au sein du traité de l'Union européenne (TUE),
  - b. à une politique de relocalisation de la production, d'ici 2025, notamment dans les domaines de l'informatique et des semi-conducteurs dans l'industrie automobile,
  - c. à la rétention des savoir faire propre aux Etats membres et d'une garantie de qualité pour se maintenir en concurrence avec le marché asiatique

## **PROPOSITION DE RÉSOLUTION PAR LA COMMISSION DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ÉNERGIE (ITRE)**

*Au revoir au charbon : Alors que l'Allemagne et la France ont décidé d'éliminer progressivement le charbon d'ici 2038 et 2022 respectivement, les énergies durables devraient prendre leur place. Face aux inquiétudes suscitées par la sécurité énergétique et à l'idée d'un potentiel recours à court terme à l'énergie nucléaire, que doit faire l'UE pour assurer une transition énergétique durable et collective ?*

### **Soumis par:**

Deborah Olympio (Chairperson).

**Le European Youth Parliament aborde les problématiques d'une transition vers un avenir durable et respectueux de l'environnement. Il espère une intégration efficace des énergies renouvelables assurant un succès à long terme et une amélioration de la situation climatique actuelle.**

### **Parce que**

- La sortie du charbon est nécessaire, mais la production d'énergies renouvelables n'est actuellement pas suffisante pour continuer à répondre à nos besoins énergétiques, par exemple, l'énergie éolienne ne représentant actuellement que 20,1% de l'électricité brute produite sur terre et en mer en Allemagne.
- L'incapacité de stocker efficacement l'électricité excédentaire qui est produite, de sorte qu'elle puisse être utilisée plus tard.
- La transition vers des énergies renouvelables comme les énergies solaires ou éoliennes dépend des conditions climatiques, comme la présence du soleil ou du vent.
- Le manque d'action collective dans l'Union européenne, car certains pays n'ont pas la possibilité d'effectuer leur transition énergétique en raison d'éventuels problèmes de financement ou de manque de ressources pour exploiter ces ressources.
- Le manque de coopération et de respect des conditions de l'accord de Paris sur le climat de la part des membres de l'Union européenne rend ces accords moins efficaces.
- Actuellement, de nombreux Etats membres de l'Union européenne dépendent de fournisseurs d'électricité extérieurs à l'UE.
- Il y a un manque de transparence dans la bureaucratie et la politique (lobbying), ce qui fait que l'Etat peut être influencé par l'industrie du charbon.
- Les aides aux victimes de catastrophes naturelles ne sont pas suffisantes, car le système bureaucratique rend les fonds d'aide difficilement accessibles.

### **En**

1. Subventionnant la recherche en matière d'énergie renouvelable et intensifiant la promotion de celle-ci
2. Respectant les accords internationaux, comme l'accord de Paris sur le climat
3. Déterminant les priorités d'implémentation régionales des énergies renouvelables en fonction des ressources naturelles disponibles (par exemple, l'énergie solaire dans les pays méditerranéens, l'énergie hydraulique dans les bassins fluviaux, etc).
4. Favorisant la coopération économique afin de réduire la quantité d'électricité, de gaz et de pétrole importée.

5. Introduisant des sanctions universelles et des mesures administratives préventives pour les "grands pollueurs" ne respectant pas les lois et les accords.
6. Informatisant les demandes d'aide, et facilitant leur traitement et leur attribution.

## **PROPOSITION DE RÉSOLUTION PAR LA COMMISSION DES TRANSPORTS ET DU TOURISME (TRAN)**

*Des trains pendant des jours : le transport ferroviaire étant le transport le plus durable de l'UE, il a été placé à l'avant-garde des solutions de mobilité durable. Étant donné que les différences entre les chemins de fer nationaux entravent largement une plus grande interopérabilité, quelles mesures l'UE devrait-elle prendre pour construire un espace ferroviaire unique européen?*

### **Soumis par:**

Adrian Saad (Chairperson, DE)

**Si l'on veut des transports durables en 2030, le train est incontournable. Et pourtant, chaque État membre travaille de son côté les investissements dans les voitures restent bien plus élevés que ceux dans le train. Que faut-il changer ?**

### **Parce que**

- Le transport ferroviaire reste subordonné à la voiture et à l'avion, bien qu'il s'agisse du moyen de transport le plus respectueux du climat
- Le réseau ferroviaire n'est pas suffisamment développé ou entretenu sur une grande partie du territoire.
- Les prix des billets de train sont inabordables pour la majorité de la population.
- Les différences de normes ferroviaires entre les États membres font obstacle à un transport ferroviaire attractif dans toute l'Europe.
- Il n'existe pas de plateforme numérique européenne pour le transport international et national de personnes et de marchandises.

### **En**

1. Demandant un engagement de tous les pays européens à privilégier financièrement et bureaucratiquement le transport ferroviaire par rapport au transport routier et aérien, en allouant les recettes de l'État en priorité au transport ferroviaire.
2. Recommandant l'extension de l'offre ferroviaire ainsi que l'entretien et la modernisation du réseau ferroviaire.
3. Baissant les prix des billets de train à l'aide de taxes incitatives.
4. Instaurant des normes techniques uniformes pour tous les pays européens, ainsi qu'une formation standardisée du personnel spécialisé.
5. Mettant en place d'une plateforme numérique européenne pour l'achat de billets.

## **ENTSCHLIESSUNGSANTRAG DES AUSSCHUSSES FÜR KULTUR UND BINDUNG (CULT)**

*Unwesentlich: Während viele Kultureinrichtungen und Veranstaltungen während der Corona Krise nicht stattfinden konnten, experimentierten einige Akteure mit neuen Modellen und Ideen, um ihr Publikum zu erreichen und den Zugang zur Kultur, aufrecht zu halten. Gleichzeitig mussten andere Kulturakteure ums Überleben kämpfen. Da der Kultursektor vor der Pandemie einer der wichtigsten Wirtschaftszweige in Europa war, stellt sich nun die Frage, welche Schritte die EU Unternehmen kann, um den Kulturbereich zu dynamisieren.*

### **Eingereicht von:**

Anna Bazarna (Chairperson), Nicole Ingate-Rongoni (Chairperson)

**Das Europäische Jugendparlament möchte auf die durch die Pandemie verursachten Probleme im europäischen Kultursektor eingehen, indem es unter anderem nach Lösungen sucht, um den Zugang zur Kultur zu erleichtern.**

### **Denn**

- Da Kulturstätten Orte der Begegnung sind, hat ihre Schließung während der COVID-19-Pandemie die sozialen Bindungen stark geschwächt.
- Die hohen Kosten für den Zugang zur Kultur führten zu einer kulturellen Ausgrenzung bestimmter sozioökonomischer Kreise,
- Die Covid-19-Pandemie führte zu einem drastischen Rückgang der Besucherzahlen in kulturellen Einrichtungen und zu geringeren Einnahmen.
- Die Schaffung kultureller Oligopole geht auf Kosten unabhängiger und traditioneller Kulturangebote.
- Die systematische Digitalisierung der traditionellen Medien ersetzt ihre früheren Verbreitungswege.
- Es gibt nur wenige Richtlinien zu den neuen kulturellen digitalen Medien.
- Die Kultur hat keine Vorrangstellung und wird daher in den öffentlichen Debatte nicht ausreichend berücksichtigt.

### **Durch**

1. Förderung von Konzepten die generationsübergreifenden Gemeinschaftsveranstaltungen, wie virtuelle Museumsbesuche oder Filmvorführungen ermöglichen.
2. Durch die Entwicklung eines europäischen Kulturpasses für junge Menschen, dieser bietet ihnen eine bestimmte Anzahl an kulturellen Aktivitäten an sowie Ermäßigungen für die Teilnahme an kulturellen Veranstaltungen innerhalb der EU.
3. Die Errichtung eines Europäischen Kulturfonds zur finanziellen Unterstützung von Kultureinrichtungen in Europa.
4. Indem die Bildung von kulturellen Oligopolen oder gar Monopolen in den Mitgliedstaaten verboten wird.
5. Traditionelle Formate gegenüber digitalen Formaten bevorzugen, z. B. indem die Veröffentlichung von Musikalben oder Filmen im Streaming Verfahren verzögert wird.
6. Eine weiterentwickelte Kommunikationsstrategie anwenden, um neue, vor allem digitale kulturelle Medien zu fördern, die mehr Unterstützung bei ihrer Entwicklung benötigen.



7. In eine Marketing- und Werbestrategie investieren, um die Kultur im Alltag hervorzuheben, ohne dabei jedoch wichtige politische Nachrichten zu verdrängen.

# **ENTSCHLIESSUNGSANTRAG DES AUSSCHUSSES FÜR BESCHÄFTIGUNG UND SOZIALE ANGELEGENHEITEN (EMPL)**

*Der Wert der Arbeit: Mit der wachsenden Kluft zwischen hohem Einkommen und dem Niedriglohnsektor und der steigenden Zahl von Arbeitern, die unterhalb der Armutsgrenze leben, verschlechtert sich die Einkommensgleichheit in der EU zusehends. Wie kann die EU angesichts der großen sozialen und wirtschaftlichen Unterschiede in den einzelnen Mitgliedstaaten, einen angemessenen Lebensstandard gewährleisten?*

## **Eingereicht von:**

Amy Brook (Chairperson), Emma Ceyras (Chairperson)

**Das European Youth Parliament ruft dazu auf, die Einkommensunterschiede zwischen allen Bürgern zu verringern. Während die Widerstandsfähigkeit des europäischen Wirtschaftsmodells durch die Coronavirus-Krise in Frage gestellt wurde, erscheint Solidarität nun als eine angemessene und notwendige Antwort.**

## **Denn**

- Unterschiedliche wirtschaftliche Interessen und Situationen in den Mitgliedstaaten beeinflussen die Lebens- und Arbeitsbedingungen, z. B. bei den Renten.
- Die Steuerpolitik der Mitgliedstaaten führt zu großen Unterschieden innerhalb der Bevölkerung und innerhalb Europas.
- Diskriminierung bei der Einstellung und am Arbeitsplatz aufgrund des Geschlechts und der sexuellen Orientierung ist in der gesamten EU nach wie vor präsent.
- Rassistische und religiöse Diskriminierung erschweren den Zugang zur Arbeit und zur Bildung.
- Die fehlende Homogenität der Qualifikationen und Diplome europäischer Arbeitnehmer zwischen den Staaten verursacht Schwierigkeiten, in einem anderen Mitgliedstaat zu arbeiten und anerkannt zu werden.
- Die Abwertung bestimmter Berufe führt in einigen Branchen zu einem Mangel an Arbeitskräften.
- Die soziale Mobilität ist aufgrund der Schulsysteme, die nicht an die aktuellen Probleme angepasst sind, weiterhin eingeschränkt, was zu einer Desinteresse am Bildungssystem führt.
- Aufgrund der Pandemie ist die Arbeitslosenquote, insbesondere unter jungen Arbeitnehmern, stark angestiegen.
- In einigen Mitgliedstaaten reicht die angebotene finanzielle Unterstützung nicht aus, um die Lebenshaltungskosten der Erwerbslosen zu decken.
- Die EU-Mitgliedstaaten bleiben in Bezug auf die Produktion weitgehend von Asien abhängig.

## **Durch**

1. Sich nach und nach auf einen europäischen Mindestlohn hinbewegen, welcher:
  - a. für jedes Land spezifisch wäre
  - b. auf dem Durchschnittseinkommen und den Lebenshaltungskosten in dem betreffenden Land basieren,
  - c. ein einheitliches Arbeitsrecht in der EU gewährleisten würde.
2. Aufforderung an die EU Kommission, europäische Arbeitgeber zu verpflichten, den Einstellungsprozess zu anonymisieren,

- a. indem sie die Vornamen, Namen und Fotos der Kandidaten nicht zeigen
  - b. indem die Identität der Kandidaten durch Nummern ersetzt wird
- 3. Aufforderung an die EU, die Bildung und Jugend in den Vordergrund zu stellen,
  - a. indem sie eine zentrale europäische Agentur für die Anerkennung von Diplomen einrichten, um die Verwaltungsformalitäten zu vereinfachen, die notwendig sind, mit denen es einem ermöglicht wird, in einem anderen Mitgliedstaat zu arbeiten,
  - b. indem sie die Mitgliedstaaten auffordern, junge Menschen für den europäischen Arbeitsmarkt zu sensibilisieren, um die Attraktivität wichtiger Berufe zu steigern und die mit ihnen verbundenen Vorurteile abzubauen.
- 4. Mit der Aufforderung an die Europäische Kommission, die Strukturfonds zu erweitern indem:
  - a. der Europäische Sozialfonds (ESF+) zur Bekämpfung der Jugendarbeitslosigkeit und zum Abbau von Ungleichheiten bei der Beschäftigung in den Mitgliedsstaaten,
  - b. der Europäische Fonds für regionale Entwicklung (EFRE) unterstützt Regionen mit geringerer Produktion, um die Wirtschaftskraft aller Mitgliedsstaaten zu harmonisieren,
  - c. Europäische Fonds zur Unterstützung von Organisationen der Zivilgesellschaft, die z. B. Menschen mit niedrigem Einkommen unterstützen.
- 5. Vorschlag zur Einführung einer Produktion "Made in Europe" durch,
  - a. eine bessere Organisation sowie einen Rahmen für die Arbeitsbedingungen in Europa, durch die Einführung neuer verbindlicher Normen, die sich nach den Vorgaben des EU-Vertrags (EUV) richten,
  - b. eine Politik zur Verlagerung der Produktion bis 2025, insbesondere in den Bereichen Informatik und Halbleiter in der Automobilindustrie,
  - c. die Beibehaltung einer Qualitätsgarantie und den Know-hows der Mitgliedstaaten, um im Wettbewerb mit dem asiatischen Markt bestehen zu können.

## **ENTSCHLISSUNGSANTRAG DES AUSSCHUSSES FÜR INDUSTRIE, FORSCHUNG UND ENERGIE (ITRE)**

*Kohle auf Nimmerwiedersehen: Da Deutschland und Frankreich den Kohleausstieg bis jeweils 2038 und 2022 beschlossen haben, sollen nachhaltige Energien an ihre Stelle treten. Was sollte die EU angesichts der aufkommenden Bedenken hinsichtlich der Energiesicherheit und der Vorstellung einer potenziellen kurzfristigen Abhängigkeit von Kernenergie tun, um eine nachhaltige und kollektive Energiewende zu gewährleisten?*

### **Eingereicht von:**

Deborah Olympio (Chairperson)

**Das European Youth Parliament spricht die Probleme einer Überleitung eine nachhaltige und umweltfreundliche Zukunft. Es hofft auf eine effiziente Aufnahme von erneuerbare Energien die einen langzeitigen Erfolg versichern und eine Verbesserung der derzeitigen Klimakrise.**

### **Denn**

- Der Kohleausstieg ist notwendig, aber die Produktion von erneuerbaren Energien reicht derzeit nicht aus um weiterhin unsere Energiebedürfnisse zu füllen, da Windenergie zur Zeit 20,1% des Brutto Stroms an Land und auf See in Deutschland darstellt.
- Man weiß immer noch nicht, wie man den überschüssigen Strom, der produziert wird, effektiv speichern kann, so dass er später genutzt werden kann.
- Die Überleitung in erneuerbare Energien wie Solarenergie oder Windenergie hängt von den klimatischen Konditionen ab.
- Es gibt einen Mangel an kollektives Handeln in der Europäischen Union, da manche Länder keine Möglichkeit haben ein System von erneuerbaren Energien aufzubauen, aufgrund möglicher Finanzierungsprobleme oder Mangel an Ressourcen die erneuerbaren Energien zu erzeugen.
- Es herrscht ein Mangel an Kooperation und Erfüllung der Bedingungen des Pariser KlimaAbkommens von den Mitgliedern der Europäischen Union, dass solche Vereinbarungen weniger effektiv sind.
- Zurzeit sind viele Mitglieder der Europäischen Union von Stromlieferanten außerhalb der EU abhängig
- Es herrscht ein fehlende Transparenz von Bürokratie und in der Politik (Lobbyismus), dadurch wird der Staat sehr von der Kohleindustrie missbraucht.
- Opfern der Klimakatastrophen wird nicht effizient geholfen, weil das bürokratische System Hilfgelder nur schwer zugänglich macht.

### **Durch**

1. Subventionierung von Forschung der erneuerbaren Energie und intensivere Förderung
2. Einhaltung von Vereinbarungen wie das Pariser Klimaabkommen
3. Bestimmung der Zuständigkeiten für erneuerbare Energien in Regionen in denen die Ressourcen für diese vorhanden sind (z.B. Solarenergie in Ländern in der Mediterranen, Wasserenergie in Flussgebieten, etc.)
4. Die wirtschaftliche Zusammenarbeit, die Menge an Importstrom, -gas, und -öl reduziert
5. Einführung von einheitlichen Sanktionen und bürokratische Präventiv-Maßnahmen für 'Klima-Sünder', die sich nicht an Regeln und Absprachen halten.

6. Digitalisierung von Antragstellungen für Hilfgelder, sowie ihre Verarbeitung und Vergabe erleichtert

## **ENTSCHLIESSUNGSANTRAG DES AUSSCHUSSES FÜR VERKEHR UND TOURISMUS (TRAN)**

*Tagelang Züge: Der Bahnverkehr ist das nachhaltigste Fortbewegungsmittel in der EU, es ist die wichtigste Triebfeder für europäische Mobilität. Jedoch steht die nationale Bahninfrastruktur oft im Weg für weitere Zusammenarbeit. Welche Schritte kann die EU unternehmen um einen einheitlichen Europäischen Eisenbahnverkehr zu erreichen?*

### **Eingereicht von:**

Adrian Saad (Chairperson, DE)

**Wer nachhaltigen Verkehr im Jahr 2030 haben möchte, der kommt um die Bahn nicht herum- und trotzdem backt jeder Nationalstaat seine eigenen Brötchen und die Investitionen in Autos bleiben weiterhin sehr viel höher als die in die Bahn. Was muss sich ändern?**

### **Denn**

- der Zugverkehr ist weiterhin dem Auto und dem Flugzeug untergeordnet, obwohl er das klimafreundlichste Fortbewegungsmittel ist
- das Bahnnetz ist in weiten Teilen nicht ausreichend ausgebaut oder instand gehalten.
- Die Bahnpreise sind für die Mehrheit der Bevölkerung unerschwinglich.
- Unterschiedliche Bahnstandards in den Nationalstaaten stehen einem attraktiven Bahnverkehr in ganz Europa im Weg.
- Es fehlt an einer europaweit einheitlichen digitalen Plattform zum internationalen sowie nationalen Personen-/ Bahnverkehr.

### **Durch**

1. Eine Verpflichtung aller Europäischen Länder den Zugverkehr dem Straßenverkehr und Flugverkehr finanziell und bürokratisch vorzuziehen, indem Staatseinnahmen bevorzugt dem Bahnverkehr zugutekommen.
2. Die Ausweitung des Bahnangebots sowie die Instandhaltung und Modernisierung des Bahnnetzes
3. Die Senkung von Bahnpreisen mit Hilfe von Lenkungsabgaben.
4. Einheitliche technische Standards für alle europäischen Länder, sowie standardisierte Ausbildung von Fachpersonal.
5. Eine Etablierung einer europaweiten digitalen Plattform zum Ticketkauf

EUROPEAN **YOUTH** PARLIAMENT  
PARLEMENT EUROPÉEN DES **JEUNES**  
**FRANCE**

